

## Le directeur du seul journal d'Agadez arrêté à l'aéroport et accusé "d'être le correspondant de RFI"

Reporters sans frontières demande la libération immédiate d'Ibrahim Manzo Diallo, directeur de publication du bimensuel privé Air Info, publié à Agadez (Nord), arrêté le 9 octobre 2007 à l'aéroport de Niamey alors qu'il s'apprêtait à embarquer pour la France.

"L'intolérance du gouvernement nigérien a atteint un point critique avec cette arrestation irrationnelle. Non seulement être le correspondant de RFI n'est aucunement un crime mais, de plus, Ibrahim Manzo Diallo ne travaille pas pour cette radio. Sa libération, ainsi que celle de Moussa Kaka, est la seule issue pour un gouvernement qui semble avoir perdu le sens de la mesure et de la justice", a déclaré l'organisation.

Le 9 octobre, vers 23 heures, alors qu'il effectuait les formalités d'embarquement pour prendre un vol d'Air France pour Paris, Ibrahim Manzo Diallo a été arrêté par la police des frontières nigérienne et conduit de force au quartier général de la Police judiciaire (PJ). Il a été interrogé une grande partie de la nuit, avant d'être transféré dans la matinée à la gendarmerie, où il est toujours détenu. Selon des journalistes locaux qui ont pu lui rendre visite, Ibrahim Manzo Diallo est accusé d'être "le correspondant de RFI à Agadez".

Au mois de juin, Air-Info avait été fermé pour trois mois pour avoir prétendument "incité à la violence" dans le conflit en cours dans cette région entre l'armée et la rébellion touareg du Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ). En juillet, il avait été arrêté par la gendarmerie d'Agadez après avoir lancé un nouvel hebdomadaire. Air-Info, fondé en 2002 par cet ancien professeur de lettres, est tiré à environ 1500 exemplaires. Il s'agit du seul journal publié en province.

Moussa Kaka, directeur de la station privée Radio Saraouniya, correspondant au Niger de Radio France Internationale (RFI) et Reporters sans frontières, a été arrêté le 20 septembre. Il a été inculpé de "complicité de complot contre l'autorité de l'Etat", pour avoir eu des contacts réguliers avec la rébellion touareg.



(c) Pierre Martinot - oct. 2006

